



**PRÉFET  
DE LA SEINE-  
SAINT-DENIS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**DIRECTION DE LA COORDINATION  
DES POLITIQUES PUBLIQUES  
ET DE L'APPUI TERRITORIAL**

**Arrêté préfectoral complémentaire n° 2026-2120 du 18 mai 2026  
modifiant l'arrêté préfectoral n°2016-3458 du 20 octobre 2016 autorisant la  
société PLAINE COMMUNE ENERGIE à exploiter une chaufferie biomasse  
au 1, rue Hennequin à Stains (93240)**

Le préfet de la Seine-Saint-Denis,  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment l'article L. 181-14, R. 181-45 et R. 181-46 ;

Vu le décret du président de la République du 6 novembre 2024 portant nomination du préfet de la Seine-Saint-Denis – Monsieur Julien CHARLES ;

Vu le décret du président de la République du 9 décembre 2024 portant nomination de la sous-préfète chargée de mission auprès du préfet de la Seine-Saint-Denis, secrétaire générale adjointe de la préfecture de la Seine-Saint-Denis – Madame Vanessa SEDDIK ;

Vu l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 3 août 2018 relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 50 MW soumises à autorisation au titre de la rubrique 3110 ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale n° 2016-3458 délivré le 20 octobre 2016 à la société Plaine Commune Energie pour l'exploitation d'une chaufferie située au 1, rue Hennequin à Stains (93240) ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2025-4426 du 7 novembre 2025 donnant délégation de signature à Madame Vanessa SEDDIK, sous-préfète chargée de mission auprès du préfet de la Seine-Saint-Denis, secrétaire générale adjointe chargée de l'arrondissement du chef-lieu ;

Vu la modification notable portée à la connaissance du préfet par la société Plaine Commune Energie le 07 octobre 2024 concernant l'exploitation d'une chaufferie biomasse et le dossier joint ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 3 mars 2025 relatif à l'instruction du porter à connaissance transmis le 25 octobre 2024 ;

Vu la lettre préfectorale en date du 15 décembre 2025, notifiée à l'exploitant le 19 décembre 2025, l'informant du projet d'arrêté préfectoral complémentaire et lui proposant de formuler ses observations sur le projet sus-visé ;

Considérant que le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens du I de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

Considérant néanmoins l'ajout d'une chaudière biomasse, et bien que les modifications apportées ne soient pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement , il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires ;

Considérant que l'exploitant a formulé des observations sur le projet d'arrêté qui lui a été notifié le 19 décembre 2025 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Seine-Saint-Denis ;

#### **Arrête :**

**Article 1 :** La société PLAINE COMMUNE ÉNERGIE (n° SIRET 80139010500022) dont le siège social est situé au 84 rue Charles Michels à SAINT-DENIS (93200), autorisée à exploiter une installation de chaufferie au 1 rue Hennequin à STAINS (93240), est tenue de respecter, dans le cadre des modifications des installations portées à la connaissance du préfet le 25/10/2024, les dispositions des articles suivants.

La nouvelle chaufferie biomasse et ses installations connexes sont installées et exploitées conformément au dossier transmis, sans préjudice des dispositions réglementaires applicables et de des prescriptions du présent arrêté.

#### **Article 2 : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées**

L'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral n° 2016-3458 du 24 octobre 2016 relatif à l'exploitation d'une chaufferie est modifié et remplacé comme suit :

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère et seuil de classement
3110	A	Combustion de combustibles dans des installations d'une puissance thermique nominale totale égale ou supérieure à 50 MW	Deux chaudières au gaz naturel : 37 MW et 29 MW Trois chaudières biomasse bois : 2 x 9,5 MW et 13,5 MW groupe électrogène : 0,88 MW	Puissance totale maximale $P_1 = 107,3$ MW Puissance thermique nominale totale : 74 MW
1532-3	D	Bois ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et visés par la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public. Le volume susceptible d'être stocké étant : 2b. Supérieur à 1 000 m <sup>3</sup> mais inférieure ou égale à 20 000 m <sup>3</sup> (D)	Stockage de biomasse type plaquettes forestières, classe A et Mix -silo de 3000 m <sup>3</sup> -1 silo tampon de 240 m <sup>3</sup> utile	Volume de stockage = 3240 m <sup>3</sup>
4734	NC	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essence et naphas ; kérosènes ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations, y compris dans les cavités souterraines, étant : 1. pour les cavités souterraines, les stockages enterrés ou en double enveloppe avec système de détection de fuite : c. supérieure ou égale à 50t d'essence ou 250 t au total, mais inférieure à 1000 t au total	Cuve enterrée double enveloppe de 10 m <sup>3</sup>	

A (Autorisation) ou AS (Autorisation avec Servitudes d'utilité publique) ou E (Enregistrement) ou D (Déclaration) ou NC (Non Classé)

La puissance thermique totale est 107,3 MW (sans bridage des chaudières gaz et avec le groupe électrogène).

La puissance thermique nominale totale sans les appareils de puissance inférieure à 15 MW est 74 MW.

Les installations sont soumises aux dispositions de la section 8 du chapitre V du titre Ier du livre V de la partie réglementaire du code de l'environnement (articles R 515-58 et suivants) relatives aux installations visées à l'annexe I de la directive n° 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles. Ces dispositions s'appliquent également aux installations ou équipements s'y rapportant directement, exploités sur le site, liés techniquement à ces installations et susceptibles d'avoir des incidences sur les émissions.

En application de l'article R 515-61 du Code de l'environnement, la rubrique principale de l'installation est la rubrique 3110, et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles du BREF (Best Available Technique Reference Document) relatif aux grandes installations de combustion dénommé BREF LCP.

### **Article 3 : Consistance des installations autorisées**

L'article 1.2.4 de l'arrêté préfectoral n° 2016-3458 du 24 octobre 2016 relatif à l'exploitation d'une chaufferie est modifié et remplacé comme suit :

L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :

La surface totale concernée par l'autorisation préfectorale est de 11 672 m<sup>2</sup>, dont

- 3 bâtiments contigus : chaufferie gaz, chaufferie bois,
- un poste de livraison gaz,
- une zone de déchargement des camions bois (400 m<sup>2</sup>)
- un silo de stockage bois (environ 3000 m<sup>3</sup>),
- 1 silo tampon de 240 m<sup>3</sup>

- un convoyeur mécanique entre la zone de déchargement bois et le silo
- un convoyeur mécanique entre le silo et le bâtiment des chaudières

les surfaces restantes étant occupées par un parking, des voies de circulation imperméabilisées et des zones imperméabilisées, des espaces verts.

L'exploitant effectue des activités de production d'eau chaude surchauffée distribuée via le réseau de chaleur sous forme d'eau surchauffée à une température maximale de 180°C et une pression statique maximale de 16,5 bars effectifs.

Cette production est réalisée à partir des installations de combustion :

- Trois chaudières bois : deux de 9,5 MW implantées dans un même local et une de 13,5 MW installée dans un autre local ;
- Deux chaudières gaz identiques implantées dans un même local.

Ces chaudières sont alimentées respectivement

- En gaz à partir du réseau de gaz via un poste de livraison
- En bois à partir du stockage sous bâtiment

Les chaudières gaz sont équipées de brûleurs bas-Nox.

Chaque chaudière bois comporte un traitement des fumées équipé d'un multicyclone, d'un filtre à manche et d'un système d'injection d'urée (SNCR).

Pour l'injection d'urée, une cuve de réactif (urée) de 10 m<sup>3</sup>, commune aux deux chaudières, est située dans le bâtiment des chaudières bois. Une cuve d'urée de 20 m<sup>3</sup> est présente dans le bâtiment chaudière bois de 13,5 MW pour l'injection d'urée de la chaudière de 13,5 MW.

Le site dispose également d'un groupe électrogène de secours : 1000 kVA soit 880 kW, fonctionnant au fioul domestique implanté dans le bâtiment de la chaufferie gaz, dans un local spécifique.

Le site peut fonctionner 24h/24, 7j/7 avec un système continu d'astreinte et de report d'alarmes vers une société de télésurveillance.

#### **Article 4 : Réglementation applicable**

L'article 1.8.1 de l'arrêté préfectoral n° 2016-3458 du 24 octobre 2016 relatif à l'exploitation d'une chaufferie est modifié et remplacé comme suit :

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous (liste non exhaustive) :

Date	Textes
03/08/18	Arrêté du 03/08/18 relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 50 MW soumises à autorisation au titre de la rubrique 3110
05/12/16	Arrêté du 05/12/16 relatif aux prescriptions applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration
07/05/12	Décision d'exécution n°2012/249/UE du 07/05/12 concernant la détermination des périodes de démarrage et d'arrêt aux fins de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil relative aux émissions industrielles.

## **Article 5 : Impacts sur l'environnement : mesures d'évitement, de réduction, de compensation des impacts**

L'article 2.1.2 de l'arrêté préfectoral n° 2016-3458 du 24 octobre 2016 relatif à l'exploitation d'une chaufferie est modifié et remplacé comme suit :

De manière à protéger les intérêts visés à l'article L 511-1 du code de l'environnement, l'exploitant prend notamment les dispositions suivantes :

- vis-à-vis des rejets atmosphériques : installation de brûleurs bas-NOx au niveau des chaudières gaz et d'un traitement des fumées équipé d'un multicyclone, d'un filtre à manche et d'un système d'injection d'urée (SNCR) au niveau des chaudières biomasse. Une chaudière gaz est bridée par bridage de l'automatisme du brûleur. Le site dispose de trois cheminées pour les 5 chaudières : 1 cheminée avec deux conduits pour les deux chaudières bois de 9,5 MW d'une hauteur de 31 m, 1 cheminée avec deux conduits pour les chaudières gaz d'une hauteur de 52 m, 1 cheminée pour la chaudière bois de 13,5 MW d'une hauteur de 31 m.
- vis-à-vis des rejets aqueux : les eaux industrielles et les eaux pluviales de voirie transitent par un séparateur hydrocarbures avant d'être rejetées dans le réseau unitaire de la ville. Chaque point de rejet est équipé en sortie d'une vanne d'isolement manuelle.
- vis-à-vis des déchets : l'exploitant oriente les déchets produits dans des filières adaptées et s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires des déchets sont régulièrement autorisées à cet effet.
- vis-à-vis des impacts sonores : l'installation respecte les niveaux sonores réglementaires en limite de propriété et au niveau des zones à émergences réglementées avec notamment la mise en place d'un silencieux en sortie du ventilateur de tirage de la nouvelle chaudière bois de 13,5 MW.

## **Article 6 : Conduits et installations raccordées/ conditions générales de rejet**

L'article 3.3.2 de l'arrêté préfectoral n° 2016-3458 du 24 octobre 2016 relatif à l'exploitation d'une chaufferie est modifié et remplacé comme suit :

Cheminée	Installations raccordées	Puissance ou capacité maximale	Conduit	Hauteur en m	Diamètre au débouché en m	Débit nominal en Nm³/h	Vitesse mini d'éjection en m/s En marche continue maximale	Combustible
Cheminée gaz	Chaudière gaz	37 MW thermique	Conduit gaz 1	52	1,8	43890	8	gaz
	Chaudière gaz	30 MW thermique	Conduit gaz 2	52	1,8	35586		
Cheminée biomasse	Chaudière biomasse	9,5 MW thermique	Conduit biomasse 1	31	0,950	35 000 (par chaudière en fonctionnement)	8	biomasse
	Chaudière biomasse	9,5 MW thermique	Conduit biomasse 2	31	0,950			
Cheminée biomasse	Chaudière biomasse	13,5 MW thermique	Conduit biomasse 3	31	1,4	29554	8	biomasse

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes normaux par heure, rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).



## **Article 7 : Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques**

L'article 3.3.3 de l'arrêté préfectoral n° 2016-3458 du 24 octobre 2016 relatif à l'exploitation d'une chaufferie est modifié et remplacé comme suit :

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur en O<sub>2</sub> ou CO<sub>2</sub> précisée dans le tableau ci-dessous.

Concentrations instantanées en mg/Nm <sup>3</sup>	Conduit gaz	Conduit biomasse
Concentration en O <sub>2</sub> de référence	3,00 %	6,00 %
Poussières	5	15
SO <sub>2</sub>	35	200
Nox en équivalent NO <sub>2</sub>	100	200
CO	100	200
HAP	-	0,01
COVNM (en carbone total)	-	50
NH <sub>3</sub>	-	15
HCl	-	10
HF	-	5
Dioxines Furanes	-	0,1.10 <sup>-6</sup> I-TEQ (à 11% d'O <sub>2</sub> )
Cadmium (Cd), mercure (Hg), thallium (Tl) et leurs composés	-	0,05 mg/Nm <sup>3</sup> par métal et 0,1 mg/Nm <sup>3</sup> pour la somme exprimée (Cd+Hg+Tl)
Arsenic (As), sélénium (Se), tellure (Te) et leurs composés	-	1 mg/Nm <sup>3</sup> pour la somme exprimée (As+Se+Te)
Pb et ses composés	-	1 mg/Nm <sup>3</sup> exprimé en Pb
Antimoine (Sb), chrome (Cr), cobalt (Co), cuivre (Cu), étain (Sn), manganèse (Mn), nickel (Ni), vanadium (V), zinc (Zn) et leurs composés	-	5 mg/Nm <sup>3</sup> pour la somme exprimée (Sb+Cr+Co+Cu+Sn+Mn+Ni+V+Zn)

Ces VLE s'appliquent à tous les régimes de fonctionnement stabilisés, à l'exception des périodes de démarrage et de mise à l'arrêt des installations qui sont aussi limitées dans le temps que possible.

Les critères définissant ces périodes pour les chaudières biomasse sont, conformément à la Décision d'exécution de la Commission n°2012/249/UE, les suivants :

- la période de démarrage de la chaudière est achevée lorsque le minimum technique de 30 % de charge est atteint et que la chaudière fonctionne en automatique (régime stabilisé) ;
- la période d'arrêt de la chaudière commence lorsque la charge descend en dessous de 30 % et que le fonctionnement automatique est désactivé.

Les critères définissant ces périodes pour les chaudières gaz sont les suivants :

- la période de démarrage de la chaudière gaz est achevée lorsque la séquence de la mise en marche des brûleurs est terminée ;
- la période d'arrêt de la chaudière commence lorsque la séquence d'arrêt est lancée.

Lors des conditions d'exploitation autres que les conditions d'exploitation normales, les critères suivants doivent être respectés :

- présence de mesures garantissant que les périodes de démarrage et d'arrêt sont d'aussi courte durée que possible ;
- présence de mesures garantissant que tous les équipements antipollution sont mis en œuvre dès que cela est techniquement possible.

Une procédure interne précise, en cas de panne d'un équipement nécessaire pour respecter les valeurs limites d'émissions indiquées ci-dessus, la nécessité :

- d'arrêter l'exploitation de la chaudière associée à cet équipement si le fonctionnement de celui-ci n'est pas rétabli dans les 24 heures suivant le dysfonctionnement ;
- d'informer dans les 48 heures suivant le dysfonctionnement, l'Inspection des installations classées.

La durée de fonctionnement d'une chaudière avec un dysfonctionnement d'un tel équipement ne peut excéder une durée cumulée de 120 heures sur douze mois glissants.

L'exploitant peut toutefois présenter au préfet une demande de dépassement des durées de 24 heures et 120 heures précitées, dans les deux cas suivants :

- il existe une impérieuse nécessité de maintenir l'approvisionnement énergétique ;
- la perte d'énergie produite liée à l'arrêt de l'installation, objet du dysfonctionnement, serait compensée par une installation dont les rejets seraient supérieurs.

#### **Article 7 : Valeurs limites des flux de polluants rejetés**

Les dispositions de l'article n° 3.3.4 de l'arrêté préfectoral n° 2016-3458 du 24 octobre 2016 relatif à l'exploitation d'une chaufferie est modifié et remplacé comme suit :

On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps.

Les flux de polluants rejetés par l'installation dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes :

Flux annuel global (t/an) :	chaudière bois 1 (9,5 MW)	chaudière bois 2 (9,5 MW)	chaudière bois 3 (13,5 MW)
Concentration en O <sub>2</sub> de référence	6%	6%	6%
Poussières	3,90	3,90	2,70
SO <sub>2</sub>	52,5	52,5	35,5
NO <sub>x</sub> en équivalent NO <sub>2</sub>	52,5	52,5	35,5
CO	52,5	52,5	35,5
HAP	0,003	0,003	0,002
COVNM (en carbone total)	8,9	13,1	13,1
NH <sub>3</sub>	2,7	3,9	3,9
HCl	1,8	2,6	2,6
HF	0,9	1,3	1,3
Dioxines et furanes	2,6E <sup>-7</sup>	2,6E <sup>-7</sup>	1,8 E <sup>-7</sup>
Cadmium (Cd), mercure (Hg), thallium (Tl) et leurs composés pour la somme exprimée (Cd+Hg+Tl)	0,03	0,03	0,02

Flux annuel global (t/an) :	chaudière bois 1 (9,5 MW)	chaudière bois 2 (9,5 MW)	chaudière bois 3 (13,5 MW)
Arsenic (As), sélénium (Se), tellure (Te) et leurs composés pour la somme exprimée (As+Se+Te)	0,26	0,26	0,18
Plomb (Pb) et ses composés exprimé en Pb	0,26	0,26	0,18
Antimoine (Sb), chrome (Cr), cobalt (Co), cuivre (Cu), étain (Sn), manganèse (Mn), nickel (Ni), vanadium (V), zinc (Zn) et leurs composés pour la somme exprimée (Sb+Cr+Co+Cu+Sn+Mn+Ni+V+Zn)	1,31	1,31	0,89
Débit unitaire Nm <sup>3</sup> /h	35000	35000	29554
Temps fonctionnement /an	7500	7500	6000

Flux annuel global (t/an) :	chaudière gaz 1	Chaudière gaz 2
Concentration en O <sub>2</sub> de référence	3%	3%
Poussières	0,50	0,40
SO <sub>2</sub>	3,8	3,1
NO <sub>x</sub> en équivalent NO <sub>2</sub>	11	8,9
CO	11	8,9
HAP	0,001	0,0009
COVM (en carbone total)	5,5	4,4
Débit unitaire Nm <sup>3</sup> /h	43890	35586
temps fonctionnement /an	2500	2500

### **Article 8 : Valeurs limites d'émission des eaux potentiellement polluées avant rejet dans une station d'épuration collective**

L'article n° 4.4.10 de l'arrêté préfectoral n° 2016-3458 du 24 octobre 2016 relatif à l'exploitation d'une chaufferie est modifié et remplacé comme suit :

Les rejets concernés par le présent article sont les rejets industriels et les rejets en eaux pluviales de voirie identifiés à l'article 4.4.1.

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux potentiellement polluées dans le réseau d'assainissement de Stains, les valeurs limites en concentration définies ci-dessous :

Paramètres	Concentration en moyenne journalière (mg/l)
Matières en suspension MEST	30
Demande chimique en oxygène DCO	125
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX) ou halogènes des composés organiques absorbables (AOX)	0,5



Paramètres	Concentration en moyenne journalière (mg/l)
Hydrocarbures totaux	10
Azote global comprenant l'azote organique, l'azote ammoniacal, l'azote oxydé	30
Phosphore total	10
Sulfates	2000
Sulfites	20
Sulfures	0,2
Fluor et composés (en F-) (dont fluorures)	30
Cadmium et ses composés	0,05
Plomb et ses composés	0,025
Mercure et ses composés	0,02
Nickel et ses composés	0,05
Cuivre et ses composés	0,05
Chrome dissous (dont chrome hexavalent et ses composés exprimés en chrome)	0,05
Zinc et ses composés	0,8

## **Article 9 : Conception et exploitation des installations d'entreposage internes des déchets**

L'article n° 5.1.3 de l'arrêté préfectoral n° 2016-3458 du 24 octobre 2016 relatif à l'exploitation d'une chaufferie est modifié et remplacé comme suit :

Le stockage et le transport des sous-produits et déchets se font dans des conditions évitant tout risque de pollution et de nuisances (prévention des envols, des odeurs, des lessivages par les eaux de pluie, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines ou d'une infiltration dans le sol, etc.) pour les populations et l'environnement.

En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

### **Cendres sous foyer issues des chaudières bois**

Les cendres sous foyer transitent par des transporteurs à chaîne en voie humide. Elles sont stockées et évacuées du site dans des bennes capotées de 15 tonnes (2 bennes par chaudière).

### **Cendres volantes issues des chaudières bois**

Les cendres volantes sont stockées dans des bennes capotées de 15 tonnes. Elles sont traitées conformément à la réglementation en vigueur.

À tout moment, les quantités de déchets pouvant être entreposées sur le site ne doivent pas dépasser, pour chaque type de déchets, les valeurs maximales définies dans le tableau ci-dessous.

Type de déchets		Quantité maximale sur site
Déchets non dangereux :	Cartons, papiers, OM	12 t
	Cendres sous chaudière	36t
	Cendres issues du traitement des fumées (filtre à manche) <sup>1</sup>	19t
Déchets dangereux :	Aérosols, emballage et matériaux souillés en mélange, huiles usagées, filtres à huile, piles et batteries en mélange, DEEE, rebut informatiques (cartouches d'imprimantes), tubes fluorescents	1,325 t

## **Article 10 : Mesures de sécurité liées au stockage de biomasse**

L'article n° 7.8.1 de l'arrêté préfectoral n° 2016-3458 du 24 octobre 2016 relatif à l'exploitation d'une chaufferie est modifié et remplacé comme suit :

### **Généralités**

Le stockage de combustible biomasse est constitué d'un silo de 3000 m<sup>3</sup> utile, et d'un silo tampon de 240 m<sup>3</sup> utile. Un système de convoyage est mis en place entre, d'une part la zone de dépotage et le silo de stockage et d'autre part entre le silo et le bâtiment accueillant les chaudières biomasse (cf plan en annexe).

Tous les stockages sont soumis au respect des prescriptions de l'arrêté du 05/12/16 relatif aux prescriptions applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration.

Au regard de l'analyse de risques produite et sa modélisation FLUMILOG ainsi que les dispositifs de sécurité mis en place détaillés ci-après, le silo principal de stockage peut être implanté, par dérogation à l'article 2.1 annexe I à moins de 5 mètres des limites de propriétés. De plus, les prescriptions suivantes viennent en complément de celles de l'arrêté ministériel.

### **Dispositions constructives**

Le stockage est par ailleurs situé à plus de 15 mètres ou séparé par un mur coupe feu 2h de tous les produits et installations susceptibles de produire des effets toxiques ou des explosions en cas d'incendie du stockage bois.

Les ouvertures effectuées dans les éléments séparatifs (passage de gaines et canalisations, de convoyeurs, etc) sont munies de dispositifs assurant un degré coupe-feu équivalent à celui exigé pour ces éléments séparatifs. Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'Inspection des installations classées.

Les locaux abritant le stockage de bois présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

- L'ensemble de la structure présente les caractéristiques R30 (coupe-feu de degré 1/2 heure) ;
- Les parois extérieures sont construites en matériaux A2 s1 d0 (M0 lorsque les matériaux n'ont pas encore été classés au regard des euroclasses) et les planchers hauts sont REI 120 (coupe-feu de degré 2 heures)
- Les éléments de support de la toiture sont réalisés en matériaux A2 si d0 (respectivement M0) et l'isolant thermique (s'il existe) est réalisé en matériaux A2 si d0 (respectivement M0). L'ensemble de la toiture (éléments de support, isolant et étanchéité) satisfait la classe et l'indice Broof (t3).
- Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées.
- Les portes intérieures présentent les caractéristiques REI 120 (coupe-feu de degré 2 heures) et sont munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique.
- Les locaux sont équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage est adapté aux risques particuliers de l'installation.
- Le sol des aires et locaux de stockage est incombustible (de classe A1).

L'ensemble des parois du silo présente les caractéristiques REI 120.

La toiture est métallique simple peau  
L'accès de maintenance du silo est par défaut fermé.

### Prévention d'incendie

Le stockage est réalisé sur un seul niveau dont la hauteur maximale de stockage est de 12 m. Une distance minimale de 1 mètre est maintenue entre le sommet des tas de bois et la base de la toiture ou le plafond ou de tout système de chauffage pour les dépôts couverts.

Le chauffage du dépôt et de ses annexes ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou tout autre système présentant un degré de sécurité équivalent. Les systèmes de chauffage par aérothermes à gaz ne sont pas autorisés dans les cellules de stockage.

Dans le cas d'un chauffage par air chaud pulsé de type indirect produit par un générateur thermique, toutes les gaines d'air chaud sont entièrement réalisées en matériaux A2 s1 d0 (respectivement M0).

En particulier, les canalisations métalliques, lorsqu'elles sont calorifugées, ne sont garnies que de calorifuges en matériaux A2 s1 d0 (respectivement M0). Des clapets coupe-feu sont installés si les canalisations traversent un mur entre deux cellules.

Les moyens de chauffage des postes de conduite des engins de manutention, s'ils existent, présentent les mêmes garanties de sécurité que celles prévues pour les locaux dans lesquels ils circulent.

Les moyens de chauffage des bureaux et des quais, s'ils existent, présentent les mêmes garanties de sécurité que celles prévues pour les locaux dans lesquels ils sont situés.

L'exploitant s'assure que les conditions de stockage des combustibles (durée de stockage, taux d'humidité, température, etc.) n'entraînent pas de fermentations risquant de provoquer des dégagements de gaz inflammables ou une auto inflammation. Il met en place les dispositifs nécessaires pour détecter un départ d'incendie ou un échauffement dans le stockage et au minimum :

Zone	Moyens de détection et d'intervention
Aire de dépotage de bois	- Détection de flamme multi-IR - Alarmes sonores et visuelles locales reportées dans le SSI. - RIA
Stockage bois existant	- Détection de flamme multi-IR - Alarmes sonores et visuelles locales reportées dans le SSI. - RIA
Convoyeurs à bande fermés	Détecteur de chaleur linéaire le long de chaque convoyeur à bandes sous le capot, - Alarme reportée dans le SSI. - Système déluge
Convoyeurs à chaînes	Sonde de température couplée - Alarme reportée dans le SSI. - Système déluge
Filtre dépoussiéreur du dépotage	- Détection/extinction d'étincelles en entrée de filtre couplée à une alarme reportée dans le SSI - Sonde de température à la sortie du filtre. - Système Déluge
Silo de stockage biomasse	- Caméra de surveillance des livraisons - Sondes de température à l'intérieur du silo couplées à des sondes CO - Alarmes reportées dans le SSI. - Système déluge

- Bouton AU alimentation électrique
- Extincteurs portatifs à poudre

Ces dispositifs sont reliés au PC de sécurité et à la télésurveillance en cas d'absence du personnel.

L'exploitant détermine une durée de stockage maximum de la biomasse afin de prévenir le risque d'échauffement. La durée de stockage de la biomasse est limitée à 21 jours.

Dans le cas d'un arrêt prolongé des installations ou d'une panne susceptible d'amener à un dépassement du temps de séjour limite, ou en cas de début d'échauffement, l'exploitant est en mesure d'évacuer rapidement le stock de biomasse.

La trémie d'alimentation du combustible vers la chaudière comporte une coupure physique entre la trémie et le transporteur pour prévenir toute communication de flamme entre la chaufferie et le stockage, en partie haute et basse. Le convoyeur est capoté et équipé d'un système d'extinction automatique.

### **Surveillance, détection et systèmes d'aspersion**

La zone de dépotage et le stockage sont équipés d'une détection incendie avec report d'alarme.

Le bâtiment de stockage est équipé d'un système d'extinction.

Le point le plus haut des stockages se situe à une distance compatible avec les exigences du fonctionnement des dispositifs de détection et d'extinction. Cette distance ne peut en tout état de cause être inférieure à un mètre.

### **Article 11 : Auto surveillance des émissions atmosphériques**

L'article 9.2.1 alinéa Programme de surveillance de l'arrêté préfectoral n°2016-3458 du 24 octobre 2016 relatif à l'exploitation d'une chaufferie est remplacé comme suit :

Les mesures portent sur les rejets des conduits gaz et biomasse et ciblent les paramètres suivants :

Paramètre	Fréquence – Conduits BIOMASSE	Fréquence – Conduits GAZ
Teneur en O <sub>2</sub>	En continu	En continu
Température	En continu	En continu
Pression	En continu	En continu
Vapeur d'eau	En continu	En continu
Poussières	En continu	Semestrielle
SO <sub>2</sub>	En continu	En continu
NO <sub>x</sub> en équivalent NO <sub>2</sub>	En continu	En continu
CO	En continu	En continu
HAP	Annuelle	-
COVNM (en carbone total)	Annuelle	-
NH <sub>3</sub>	Semestrielle	-
HCl	Annuelle	-
HF	Annuelle	-
Dioxines et furanes	Annuelle	-
Cadmium (Cd), mercure (Hg), thallium (Tl) et leurs composés	Annuelle	-
Arsenic (As), sélénium (Se), tellure (Te) et leurs composés	Annuelle	-
Plomb (Pb) et ses composés	Annuelle	-
Antimoine (Sb), chrome (Cr), cobalt (Co), cuivre (Cu), étain (Sn), manganèse (Mn), nickel (Ni), vanadium (V), zinc (Zn) et leurs composés	Annuelle	-

La mesure en continu de la teneur en vapeur d'eau des gaz résiduels n'est pas exigée lorsque les gaz résiduels échantillonnés sont séchés avant analyse des émissions.

L'exploitant est tenu, dans la mesure des possibilités techniques, de mettre à la disposition de l'inspection des installations classées les moyens de mesure ou de test répondant au contrôle envisagé pour apprécier l'application des prescriptions imposées par le présent arrêté.

#### **Article 12 : Notification**

Le présent arrêté sera notifié au siège de PLAINE COMMUNE ENERGIE au 84, rue Charles Michels à Saint-Denis (93200) par lettre recommandée avec accusé de réception.

#### **Article 13 : Publication**

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Seine-Saint-Denis ainsi que sur le site internet de la préfecture de la Seine-Saint-Denis.

Une copie sera adressée au maire de Stains

#### **Article 14 : Délais et voies de recours**

1°- Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être contestée, dans le délai de deux mois prévu à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, au tribunal administratif de Montreuil, 7 rue Catherine Puig – 93100 Montreuil :

- soit au moyen de l'application « TELERECOURS » à l'adresse suivante : <https://telerecours.fr> ;
- soit en y déposant directement un recours.

2°- Le demandeur peut préalablement saisir d'un recours gracieux le préfet de la Seine-Saint-Denis ou d'un recours hiérarchique la ministre de la Transition écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche. Cette démarche prolonge de deux mois les délais mentionnés au 1°.

***Ces délais ne font pas obstacle à l'exécution de la décision, même en cas de recours gracieux ou hiérarchique.***

#### **Article 15 : Exécution de l'arrêté préfectoral**

Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Saint-Denis, la sous-préfète de Saint-Denis, la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France, Monsieur le maire de Saint-Denis sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le préfet,

La sous-préfète chargée de mission  
auprès du préfet, secrétaire générale adjointe  
chargée de l'arrondissement chef-lieu

Vanessa SEDDIK



## Annexe : Plan des installations

L'annexe de l'arrêté préfectoral n°2016-3458 du 24 octobre 2016 relatif à l'exploitation d'une chaufferie est remplacée comme suit :

